



MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE SERVICES

Mission d'assistance à la planification et au suivi des préalables et de la construction d'un bâtiment de psychiatrie SEGUR pour le Centre Hospitalier de Plaisir

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)










Procédure adaptée ouverte passée en application des dispositions des articles L. 2123-1, R.2123-1 1°

du Code de la Commande Publique

Consultation n°

2025MM14

1.	DEFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION	4
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	4
6.	CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS	7
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
8.	LITIGE ET SANCTIONS	9
9.	FIN DU CONTRAT	10

	Objet du contrat	Mission d'assistance à la planification et au suivi des préalables et de la construction d'un bâtiment de psychiatrie SEGUR pour le Centre Hospitalier de Plaisir
	Acheteur	Centre Hospitalier de Versailles
	Type de contrat	Marché ordinaire de services (PI)
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Centre Hospitalier de Plaisir – 220, Rue Mansart – 78375 PLAISIR
	Délai	15 mois
	Pénalités de retard	Voir Rubrique Pénalités
	Variation des prix	Fermes pour la première année, puis formule de révision : $P_n = P_o \times (0,125 + 0,875(ING_n / ING_o))$
	Nature des prix	Prix mixtes

1. DEFINITIONS

Contrat	: Le contrat est un marché public passé en procédure adaptée ouverte - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG Prestations Intellectuelles (CCAG PI) du 30 Mars 2021
Acheteur	: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
Titulaire	: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
CCTP	: Cahier des Clauses Techniques Particulières
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives Générales

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Missions d'assistance à la planification et au suivi des préalables et de la construction d'un bâtiment de psychiatrie SEGUR pour le Centre Hospitalier de Plaisir.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est le **Centre hospitalier de Plaisir**.

Adresse et coordonnées :

Centre hospitalier de Plaisir
220 Rue Mansart
78370 Plaisir

Cette entité est nommée « établissement » par la suite.

■ Acheteur :

Centre Hospitalier de Versailles - André Mignot
Direction des Achats
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud
177, rue de Versailles
78157 Le Chesnay-Rocquencourt

Le Centre Hospitalier de Versailles agit pour le compte du Centre Hospitalier de Plaisir.

■ Pièces contractuelles :

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI :

- l'acte d'engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes 1, 2 et 3 ;
- le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations objet du marché ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;
- Le mémoire technique du titulaire et ses annexes ;

Les exemplaires originaux des pièces du marché conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Notamment, les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur **Centre Hospitalier de Plaisir** représenté par Centre Hospitalier de Versailles André Mignot.

Adresse et coordonnées :

Centre Hospitalier de Plaisir
220 Rue Mansart
78370 PLAISIR

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat font l'objet d'un prix mixte soit une partie avec une décomposition des prix globale et forfaitaire et une partie à bons de commande.

Le montant maximum du BPU ne pourra pas excéder les 20 000,00 euros HT.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **service**.

4. DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION

■ Délais d'exécution :

Le délai global de la mission durera de la notification de l'OS de début de mission pour prendre fin au démarrage des travaux de construction du bâtiment de psychiatrie (prévisionnel : Janvier 2027) soit environ 15 mois.

Les délais d'exécution sont présentement fixés à l'acte d'engagement et au CCAP, la mission s'achèvera au démarrage des travaux de construction et la durée indicative de 15 mois pourra donc être ajustée

A titre indicatif, l'opération est au stade de l'élaboration de l'esquisse, la date de fin des travaux est attendue pour décembre 2028 (non compris l'année de parfait achèvement et la durée de maintenance).

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont mixtes : **forfaitaires et unitaires**.

Toute prestation sollicitée via le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) fera l'objet d'un examen préalable par le maître d'ouvrage, en vue de sa validation.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques au moment de la remise des offres.

Les prix sont fermes pendant la première période anniversaire du contrat.

Par application de l'article R 2112-13 du Code de la Commande Publique et par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-PI, les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

Concernant les tranches optionnelles, cette révision s'opère également lorsqu'elles sont affermies. La révision peut intervenir à la demande de l'acheteur ou du titulaire.

La demande doit être formulée par courrier ou par voie dématérialisée, **rente jours avant la date d'application de la révision de prix**.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués. Lors de la révision des prix, une note indiquant le détail des calculs sera jointe. En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou via le profil acheteur du GHT accompagné des éléments justificatifs. Après acceptation, les nouveaux prix se substituent aux précédents, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Une réponse portant acceptation des nouveaux prix est notifiée au titulaire. Les nouveaux tarifs sont applicables pour les différents forfaits et pour les bons de commandes émis après la date d'anniversaire du marché.

■ Variation des prix :

Les prix du marché sont **révisables** par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois qui précède le mois de remise des offres**. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix du présent marché sont maintenus la première année. A compter de la date anniversaire du marché, les prix peuvent être révisés annuellement à la hausse ou à la baisse par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (0,125 + 0,875(ING_n / ING_o))$$

dans laquelle :

- P_n = prix révisé

- Po = prix initial
- INGo = dernier indice SYNTEC **publié** à la date de la précédente révision des prix ou indice SYNTEC publié à la date de la remise des offres, pour la première année de révision des prix.
- INGn = indice SYNTEC **connu** à la date de la demande de révision des prix.

Les index utilisés sont les suivants :

SYN : Syntec (sociétés assujetties à la TVA)

Les index sont publiés sur le site de l'INSEE.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif ou barème avec un préavis d'un mois minimum avant la date prévue pour la révision.

■ **Clause de sauvegarde**

Si la révision conduit à une augmentation de plus de 2 % par an, le Centre Hospitalier de Versailles, établissement support du GHT 78 Sud, se réserve le droit de résilier le marché, avec un préavis d'un mois, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnisation du fait de cette résiliation.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- tous les frais afférents à la bonne exécution (même si les prestations n'ont pas été expressément prévues au cahier des charges),
- la collecte des données contenues dans les documents et études détenues par le pouvoir adjudicateur, les divers services et administrations...,
- toutes les autres dépenses (la production et la reprographie de documents, plans, montages...),
- le matériel nécessaire à la présentation des résultats (documents de travail pour les réunions...),
- toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission,
- toutes sujétions nécessaires à l'exécution des services,
- le travail en cabinet et dans les locaux du Centre Hospitalier de Plaisir,
- tous frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations, de transports majorés, bénéfices de l'entreprise...,
- l'assistance téléphonique,
- tous les débours générés par le projet.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;

- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les libellés des prestations et des fournitures faisant l'objet des facturations doivent être exprimés en clair. La facture ne devra pas être antérieure à la livraison ou à la date du service fait.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures sur le site Chorus Portail Pro, ces dernières devront être adressées en renseignant :

- le code SIRET de l'entité destinataire : 200 076 305 00016 qui identifiera le C.H de Plaisir

■ Périodicité des paiements :

Le paiement se fera mensuellement au regard des prestations réalisées.

■ Régime des paiements :

Les prestations font l'objet de paiements mensuels d'acomptes par rapport au livrable reçu, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique.

■ Libellé de remise des demandes de paiement :

Centre Hospitalier de Plaisir
Direction des finances
220 Rue Mansart
78370 PLAISIR

■ Comptable assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier de Plaisir
12 rue l'Ecole des postes,
78 015 VERSAILLES CEDEX
jean.pitois@dgfip.finances.gouv.fr
01 71 42 73 96

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **cinquante jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. REALISATION DES PRESTATIONS

Opérations de vérifications

■ Vérifications quantitatives et qualitatives

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

■ Décisions après vérifications

Ces opérations de décision sont effectuées conformément aux conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel et à l'obligation de discrétion.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, des pénalités de 150 € par jour calendaire (après 24h d'échéance) de retard seront appliquées en cas de :

- Retard dans la remise des avis et remarques, (selon tableau de délais prévus dans le CCTP)
- Retard dans la remise des rapports et des études. (Selon tableau de délais prévus dans le CCTP)

Les pénalités de retard commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Pour toute absence aux réunions prévues par le CCTP, il sera appliqué une pénalité de 250 €. Pour tout retard de plus de 15 minutes aux réunions prévues par le CCTP, il sera appliqué une pénalité de 50 €.

Les pénalités s'appliquent après réalisation des constats par le pouvoir adjudicateur. Les constats sont notifiés au titulaire du marché par voie électronique ou postale. Les pénalités sont notifiées par voie postale ou électronique au titulaire.

8.2. Autres dispositions

■ **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 27 du CCAG PI s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Résiliation pour faute :**

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39 du CCAG PI. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Versailles
56 avenue de Saint-Cloud
VERSAILLES
78000

Téléphone : 0139205400
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Télécopie : 0139205487
Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

9. FIN DU CONTRAT

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Moyens mis à disposition :**

Sans objet.

■ **Garantie de continuité de la prestation :**

Dans toutes les circonstances, le prestataire doit obligatoirement s'engager à assurer, dans son ensemble, les prestations définies dans le présent document et dans le CCTP.

En cas d'impossibilité d'assurer la prestation (dysfonctionnement technique, immobilisation des équipements, grève des personnels, etc.), le titulaire s'engage à informer le Centre Hospitalier de Plaisir dès la connaissance de l'information et devra disposer d'une solution immédiate, conforme à la réglementation en vigueur, sans pouvoir prétendre à une majoration des tarifs proposés.

Le titulaire prend, à ses frais, les dispositions nécessaires au bon déroulement de la mission.

Liste des dérogations au CCAG Propriété Intellectuelle :

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI par l'article 2 du CCAP
Dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI par l'article 8 du CCAP
Dérogation à l'article 36 du CCAG PI par l'article 9 du CCAP